



## INSTANCES PARITAIRES

# L'EXAMEN DES CAS INDIVIDUELS EN CHIFFRES

**Avril 2024**

**Parmi leurs missions, les instances paritaires examinent certains cas individuels prévus par la loi lorsqu'elles sont saisies par les demandeurs d'emploi. Retour sur leur activité en 2023.**

Les instances paritaires sont au plus près des réalités de l'emploi. Sur le terrain, les 18 instances paritaires régionales (IPR), les 39 instances paritaires territoriales (IPT) et l'instance paritaire spécifique (IPS) incarnent le paritarisme qui est au cœur de l'Assurance chômage. C'est notamment là que les représentants des partenaires sociaux examinent les cas individuels de demandeurs d'emploi qui font face à des situations particulières. Plus de 154 000 dossiers ont été examinés par les instances paritaires en 2023, un volume stable par rapport à l'année précédente.

*« Le paritarisme se distingue par sa capacité à être proche des réalités du terrain et à formuler des décisions enracinées dans le contexte local, évitant ainsi les écueils d'une approche déconnectée. Les IPR contribuent à ce que le paritarisme soit véritablement le garant de décisions qui ne soient pas "hors sol". Cela va au-delà de la simple géographie : il s'agit d'une connaissance concrète des enjeux économiques et des contextes spécifiques des bassins d'emploi. Mais aussi des situations particulières des demandeurs d'emploi. Si les règles générales ne sont pas faites pour prendre en compte les cas individuels, les IPR s'efforcent d'y porter une attention particulière », rappelle le président de l'Unédic, Jean-Eudes Tesson, dans le [rapport d'activité des instances paritaires en région 2023](#).*

Les situations individuelles des demandeurs d'emploi sont examinées pour les cas mentionnés à l'article 46 bis du décret du 26 juillet 2019 relatif à l'Assurance chômage. Ces cas concernent notamment les demandes d'ouverture de droits à la suite d'un départ volontaire d'un emploi précédemment occupé, l'appréciation de certaines conditions d'ouverture des droits, le maintien du versement des prestations, la remise des allocations et des prestations indûment perçues ou l'examen de dossiers en cas d'absence de déclaration de période d'activité professionnelle.

### ENCADRÉ 1 - QUEL EST LE RÔLE DES INSTANCES PARITAIRES ?

« Essentielles au bon fonctionnement de l'Unédic, les instances en région jouent un double rôle : à la fois observatrices attentives et décideuses actives, elles sont les garantes de la bonne application des règles de l'Assurance chômage », résume Jean-Eudes Tesson, président de l'Unédic. Chaque instance est composée de 10 membres – 5 titulaires et 5 suppléants – représentant les employeurs, désignés par les organisations syndicales d'employeurs et, à l'identique, de 10 membres représentant les salariés désignés par les organisations syndicales de salariés, représentatives au plan national et interprofessionnel, et gestionnaires de l'Assurance chômage. Les IPR, les IPT et l'IPS comptent au total environ un millier de mandatés.

Les instances ont pour missions principales :

- Veiller à la bonne application de la réglementation d'assurance chômage.
- Être associées à l'élaboration du diagnostic territorial (besoins en recrutement, impact des mesures mises en œuvre...) et au suivi de la programmation des actions de Pôle emploi (devenu France Travail le 1<sup>er</sup> janvier 2024).
- Statuer sur des cas individuels lorsqu'elles sont saisies par :
  - des employeurs ;
  - des demandeurs d'emploi.

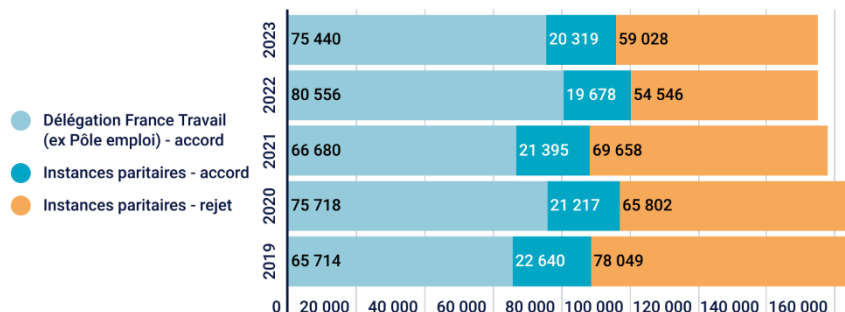
C'est cette dernière mission qu'illustrent les chiffres ici présentés. Sur les situations individuelles des demandeurs d'emploi, les instances paritaires statuent, au cas par cas. Deux situations couvrent environ 95 % des dossiers examinés en nombre : les demandes d'ouverture d'un droit aux allocations chômage pour une personne démissionnaire ; les demandes de remise de dette lorsque des allocations ou des aides ont été indûment perçues. Néanmoins, si les demandes acceptées d'ouverture de droits à la suite d'une démission représentent l'essentiel du poids financier des dossiers acceptés, le montant des remises de dette acceptées constitue une faible proportion de celui-ci.

## LES DOSSIERS EXAMINÉS EN NOMBRE

### Un nombre de dossiers traités stable

En 2023, la stabilité du volume global de dossiers traité (un peu plus de 154 000) (*Graphique 1*) masque une hausse de 11,4 % du nombre de dossiers de départs volontaires (+ 6 776) et une diminution de 5,5 % du nombre de demandes de remises de dette (- 4 715) conjuguée à une baisse de 37 % des examens de périodes d'activité non déclarées (PNDs) (- 1 872), à leur plus bas niveau depuis 2018 (*Graphique 2*).

GRAPHIQUE 1 – 154 787 DOSSIERS TRAITÉS EN 2023



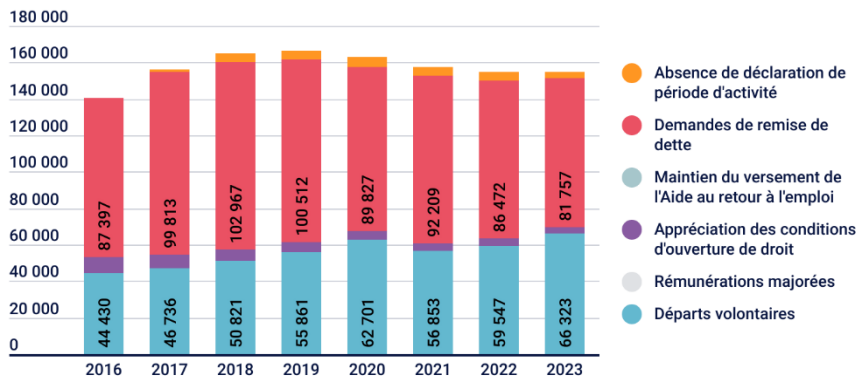
Source : Unédic, Rapport d'activité des instances paritaires en région 2023

La forte baisse (- 37 %) des cas de PND entre 2022 et 2023 semble résulter d'améliorations techniques. Les évolutions informatiques permettant aux demandeurs d'emploi de mieux déclarer les périodes travaillées, l'intensification de la communication sur l'obligation de s'actualiser (y compris lorsque le demandeur d'emploi n'est pas indemnisé) et

l'utilisation optimisée de la déclaration sociale nominative (DSN) sont des éléments qui ont contribué à faire baisser ce nombre.

Concernant les remises de dette, il est à noter que depuis 2018, le nombre des indus examinés par les instances est en diminution : 81 757 en 2023 contre 102 967 dossiers examinés en 2018. La baisse constatée entre 2023 et 2022 est de 5,5 %. Néanmoins le montant des remises de dette acceptées augmente de 22,3 % en 2023 par rapport à 2022. L'examen par les instances de demandes liées au chevauchement d'une période de droit à une retraite à taux plein avec une allocation ARE pourrait constituer une explication.

## GRAPHIQUE 2 – DES DEMANDES DE REMISE DE DETTE TOUJOURS EN BAISSÉ



Champ : Total des décisions, dont délégation France Travail, ex Pôle emploi. Source : Unédic, Rapport d'activité des instances paritaires en région 2023

## LES DOSSIERS ACCEPTÉS EN NOMBRE ET EN MONTANT

Trois catégories de dossiers représentent des dépenses supplémentaires (*Graphique 3*) après accord des délégataires et des instances paritaires :

- les ouvertures de droits acceptées au 122<sup>e</sup> jour après un départ volontaire ;
- les appréciations de conditions d'ouverture de droits ;
- la prise en compte des absences de déclaration de période d'activité.

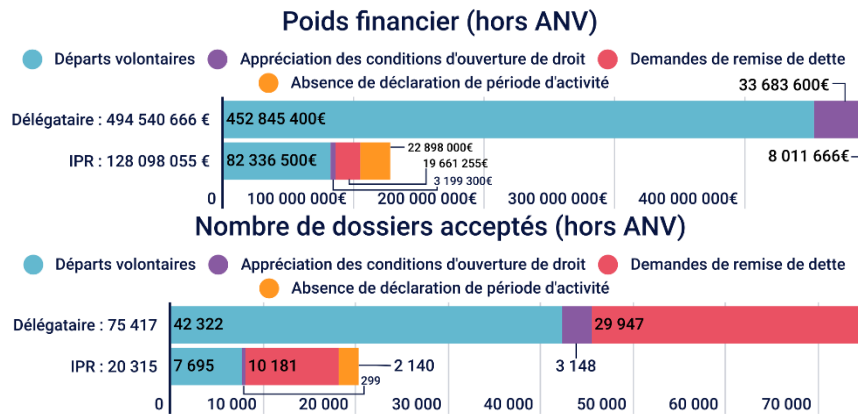
Deux catégories concernent des dépenses déjà engagées pour lesquelles les remboursements ne seront pas effectués :

- le montant des remises de dette accordées ;
- le montant des indus admis en non-valeur (ANV, voir *Encadré 2*).

L'ensemble de ces dépenses, à l'exception des ANV, représentaient en 2023 un total de plus de 494 M€ pour les dossiers acceptés par les délégataires (France Travail, ex Pôle emploi) et plus de 128 M€ pour les dossiers acceptés par les IPR.

Pour mémoire les délégataires ne peuvent prendre que des décisions positives. En cas de doute, ou s'ils ne souhaitent pas accepter un dossier, ils peuvent exclusivement le transmettre pour décision à l'instance paritaire. Seules les instances paritaires peuvent rejeter une demande.

**GRAPHIQUE 3 – L’ESSENTIEL DU POIDS FINANCIER SE CONCENTRE SUR LES DÉPARTS VOLONTAIRES**



Les poids financiers pour les ouvertures de droit suite à départ volontaire, absence de déclaration de période d'activité et appréciation des conditions d'ouverture de droit sont calculés en multipliant le nombre de dossiers acceptés par le montant net moyen ARE annuel (durée moyenne des droits ARE utilisés : 10 mois X montant net moyen d'indemnisation ARE pour les indemnisés qui ne travaillent pas : 1 070 € = 10 700 € - Source : Qui sont les allocataires indemnisés par l'Assurance chômage, paru en avril 2022), soit pour les ouvertures de droits à la suite d'un départ volontaire (décisions du délégataire) : 42 322\*10 700 € = 452 845 400 €. Champ : Dossiers acceptés, dont délégation France Travail, ex Pôle emploi. Source : Unédic, Rapport d'activité des instances paritaires en région 2023.

**ENCADRÉ 2 - LES ADMISSIONS EN NON-VALEUR DES CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES**

Après une année 2022 marquée par une forte hausse – en montant comme en volume – des admissions en non-valeur (ANV), l'année 2023 est celle d'une légère décline. Le nombre d'ANV baisse de 22,9 %, tandis que leur montant recule de 7,5 % seulement. Avec un total de près de 164 M€, le niveau reste très élevé en comparaison de l'année précédant la crise Covid (101 M€ en 2019).

L'admission en non-valeur d'une créance – en l'espèce, une prestation indûment versée à un allocataire de l'Assurance chômage – peut intervenir quand celle-ci n'a pu être recouvrée (par exemple, si le débiteur a disparu, est décédé sans laisser d'actif saisissable ou est insolvable ; ou encore lorsque le coût de la procédure de recouvrement est supérieur ou égal à la créance elle-même).

Depuis plusieurs années, certaines IPR ont alerté l'Unédic sur l'augmentation continue des ANV en montant et en nombre. A la suite à ces alertes, l'Unédic a mené un audit dont les axes d'amélioration sont en cours de mise en œuvre et un groupe de travail sur les indus est également en cours.

## ANNEXES

TABLEAU 1 – RÉPARTITION EN 2023 DES DOSSIERS RELEVANT DE L'ARTICLE 46 BIS EN VOLUME ET EN POURCENTAGE

Régions	Volume						Pourcentage					
	Délégation Pôle emploi	Instances paritaires (IP)				(5) TOTAL ACCORDS (1)+(2)	(6) Nombre total de décisions (1)+(4)	Délégation Pôle emploi	Instances paritaires (IP)			
	(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2)+(3)	Poids délégation (1)/(6)			Poids décisions IP (4)/(6)	Poids des rejets sur décision IP (3)/(4)	Poids des accords IP sur total décisions (2)/(6)	Poids des rejets sur total des décisions (3)/(6)	
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	12 880	2 727	5 828	8 555	15 607	21 435	60 %	40 %	68 %	13 %	27 %	
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	2 749	1 282	2 304	3 586	4 031	6 335	43 %	57 %	64 %	20 %	36 %	
BRETAGNE	2 259	1 038	3 636	4 674	3 297	6 933	33 %	67 %	78 %	15 %	52 %	
CENTRE-VAL DE LOIRE	1 436	559	2 405	2 964	1 995	4 400	33 %	67 %	81 %	13 %	55 %	
CORSE	205	173	112	285	378	490	42 %	58 %	39 %	35 %	23 %	
GRAND EST	6 414	1 409	5 256	6 665	7 823	13 079	49 %	51 %	79 %	11 %	40 %	
GUADELOUPE	270	254	258	512	524	782	35 %	65 %	50 %	32 %	33 %	
GUYANE	118	30	56	86	148	204	58 %	42 %	65 %	15 %	27 %	
HAUTS-DE-FRANCE	9 220	1 895	6 608	8 503	11 115	17 723	52 %	48 %	78 %	11 %	37 %	
ÎLE-DE-FRANCE	8 517	2 308	7 195	9 503	10 825	18 020	47 %	53 %	76 %	13 %	40 %	
LA RÉUNION	1 608	642	1 069	1 711	2 250	3 319	48 %	52 %	62 %	19 %	32 %	
MARTINIQUE	73	83	124	207	156	280	26 %	74 %	60 %	30 %	44 %	
MAYOTTE	4	123	1	124	127	128	3 %	97 %	1 %	96 %	1 %	
NORMANDIE	3 373	830	3 598	4 428	4 203	7 801	43 %	57 %	81 %	11 %	46 %	
NOUVELLE-AQUITAINE	11 356	1 960	6 494	8 454	13 316	19 810	57 %	43 %	77 %	10 %	33 %	
OCCITANIE	6 696	2 635	5 822	8 457	9 331	15 153	44 %	56 %	69 %	17 %	38 %	
PAYS DE LA LOIRE	3 793	819	2 712	3 531	4 612	7 324	52 %	48 %	77 %	11 %	37 %	
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	4 469	1 552	5 550	7 102	6 021	11 571	39 %	61 %	78 %	13 %	48 %	
<b>2023</b>	<b>75 440</b>	<b>20 319</b>	<b>59 028</b>	<b>79 347</b>	<b>95 759</b>	<b>154 787</b>	<b>49 %</b>	<b>51 %</b>	<b>74 %</b>	<b>13 %</b>	<b>38 %</b>	
2022	80 556	19 678	54 546	74 224	100 234	154 780	52 %	48 %	73 %	13 %	35 %	
2021	66 680	21 395	69 658	91 053	88 075	157 733	42 %	58 %	77 %	14 %	44 %	
2020	75 718	21 217	65 802	87 019	96 935	162 737	47 %	53 %	76 %	13 %	40 %	
2019	65 714	22 640	78 049	100 689	88 354	166 403	39 %	61 %	78 %	14 %	47 %	

TABLEAU 2A – DÉCISIONS PRISES EN 2023 PAR RÉGION, PAR CATÉGORIE DE CAS ET PAR DÉCISIONNAIRE

Régions	Départs volontaires					Rémunérations majorées					Appréciation des conditions d'ouverture de droit				
	Délégation Pôle emploi	Instances paritaires (IP)				Délégation Pôle emploi	Instances paritaires (IP)				Délégation Pôle emploi	Instances paritaires (IP)			
	(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2)+(3)	(5) TOTAL (1)+(4)	(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2)+(3)	TOTAL (1)+(4)	(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2)+(3)	(5) TOTAL (1)+(4)
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	7 386	989	1 505	2 494	9 880	-	-	-	-	-	423	32	6	38	461
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	1 776	579	667	1 246	3 022	-	-	-	-	-	123	15	-	15	138
BRETAGNE	1 627	647	1 021	1 668	3 295	-	-	1	1	1	81	54	4	58	139
CENTRE-VAL DE LOIRE	791	319	703	1 022	1 813	-	-	-	-	-	129	16	-	16	145
CORSE	147	62	23	85	232	-	-	-	-	-	3	1	-	1	4
GRAND EST	4 722	724	1 717	2 441	7 163	-	-	-	-	-	217	24	3	27	244
GUADELOUPE	90	85	32	117	207	-	-	-	-	-	3	2	-	2	5
GUYANE	73	5	11	16	89	-	-	-	-	-	7	-	-	-	7
HAUTS-DE-FRANCE	5 865	612	1 793	2 405	8 270	-	-	-	-	-	483	15	1	16	499
ÎLE-DE-FRANCE	1 613	696	1 478	2 174	3 787	1	-	-	-	1	240	57	18	75	315
LA RÉUNION	970	246	206	452	1 422	-	-	-	-	-	164	3	-	3	167
MARTINIQUE	26	22	28	50	76	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1
MAYOTTE	1	2	-	2	3	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1
NORMANDIE	2 300	438	1 021	1 459	3 759	-	-	-	-	-	113	36	-	36	149
NOUVELLE-AQUITAINE	6 853	681	1 982	2 663	9 516	-	-	-	-	-	394	21	3	24	418
OCCITANIE	3 698	833	1 832	2 665	6 363	-	-	-	-	-	384	4	1	5	389
PAYS DE LA LOIRE	2 168	295	1 003	1 298	3 466	-	-	-	-	-	86	6	-	6	92
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	2 216	460	1 284	1 744	3 960	-	-	-	-	-	298	11	5	16	314
<b>2023</b>	<b>42 322</b>	<b>7 695</b>	<b>16 306</b>	<b>24 001</b>	<b>66 323</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3 148</b>	<b>299</b>	<b>41</b>	<b>340</b>	<b>3 488</b>
2022	39 557	7 235	12 755	19 990	59 547	16	6	17	23	39	3 270	332	32	364	3 634
2021	36 811	7 631	12 411	20 042	56 853	9	10	17	27	36	3 407	294	53	347	3 754
2020	42 120	8 232	12 349	20 581	62 701	7	11	35	46	53	4 561	251	53	304	4 865
2019	34 972	7 581	13 308	20 889	55 861	9	19	68	87	96	4 694	345	68	413	5 107

TABLEAU 2B – DÉCISIONS PRISES EN 2023 PAR RÉGION, PAR CATÉGORIE DE CAS ET PAR DÉCISIONNAIRE

Régions	Maintien versement ARE					Demandes de remise de dette					Absence de déclaration d'une période d'activité				
	Délégation Pôle emploi	Instances paritaires (IP)				Délégation Pôle emploi	Instances paritaires (IP)				Délégation Pôle emploi	Instances paritaires (IP)			
	(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2)+(3)	TOTAL (1)+(4)	(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2)+(3)	TOTAL (1)+(4)	(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2)+(3)	TOTAL (1)+(4)
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	3	-	-	-	3	5 068	1 412	4 236	5 648	10 716	-	294	81	375	375
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	3	2	-	2	5	847	635	1 621	2 256	3 103	-	51	16	67	67
BRETAGNE	-	1	-	1	1	551	286	2 569	2 855	3 406	-	50	41	91	91
CENTRE-VAL DE LOIRE	-	-	1	1	1	516	205	1 679	1 884	2 400	-	19	22	41	41
CORSE	-	-	-	-	-	55	101	89	190	245	-	9	-	9	9
GRAND EST	8	-	5	5	13	1 467	621	3 428	4 049	5 516	-	40	103	143	143
GUADELOUPE	-	1	-	1	1	177	118	220	338	515	-	48	6	54	54
GUYANE	-	-	-	-	-	38	7	45	52	90	-	18	-	18	18
HAUTS-DE-FRANCE	1	-	-	-	1	2 871	984	4 735	5 719	8 590	-	284	79	363	363
ÎLE-DE-FRANCE	1	-	-	-	1	6 662	1 268	5 485	6 753	13 415	-	287	214	501	501
LA RÉUNION	1	-	-	-	1	473	238	827	1 065	1 538	-	155	36	191	191
MARTINIQUE	-	-	-	-	-	47	46	86	132	179	-	14	10	24	24
MAYOTTE	-	-	-	-	-	3	13	1	14	17	-	107	-	107	107
NORMANDIE	-	-	-	-	-	960	322	2 535	2 857	3 817	-	34	42	76	76
NOUVELLE-AQUITAINE	1	-	-	-	1	4 108	1 102	4 443	5 545	9 653	-	156	66	222	222
OCCITANIE	4	-	-	-	4	2 610	1 531	3 886	5 417	8 027	-	267	103	370	370
PAYS DE LA LOIRE	-	-	-	-	-	1 539	414	1 690	2 104	3 643	-	104	19	123	123
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	-	-	-	-	-	1 955	878	4 054	4 932	6 887	-	203	207	410	410
<b>2023</b>	<b>22</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>32</b>	<b>29 947</b>	<b>10 181</b>	<b>41 629</b>	<b>51 810</b>	<b>81 757</b>	<b>-</b>	<b>2 140</b>	<b>1 045</b>	<b>3 185</b>	<b>3 185</b>
2022	18	12	1	13	31	37 695	8 820	39 957	48 777	86 472	-	3 273	1 784	5 057	5 057
2021	12	13	7	20	32	26 441	10 543	55 225	65 768	92 209	-	2 904	1 945	4 849	4 849
2020	17	12	3	15	32	29 013	9 548	51 266	60 814	89 827	-	3 163	2 096	5 259	5 259
2019	12	17	3	20	32	26 027	11 660	62 825	74 485	100 512	-	3 018	1 777	4 795	4 795

TABLEAU 3 – RÉPARTITION EN 2023 DES REMISES DE DETTES ACCEPTÉES EN NOMBRE ET EN MONTANTS

Régions	Remises de dettes acceptées								
	Nombre de remises de dettes acceptées			Montant des remises de dettes accordées			Montant moyen de la remise		
	Délégué	IPR	TOTAL	Délégué	IPR	TOTAL	Délégué	IPR	TOTAL
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	5 068	1 412	<b>6 480</b>	1 184 320 €	2 312 502 €	<b>3 496 822 €</b>	234 €	1 638 €	<b>540 €</b>
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	847	635	<b>1 482</b>	218 751 €	1 236 979 €	<b>1 455 730 €</b>	258 €	1 948 €	<b>982 €</b>
BRETAGNE	551	286	<b>837</b>	129 866 €	659 117 €	<b>788 983 €</b>	236 €	2 305 €	<b>943 €</b>
CENTRE-VAL DE LOIRE	516	205	<b>721</b>	128 623 €	295 189 €	<b>423 812 €</b>	249 €	1 440 €	<b>588 €</b>
CORSE	55	101	<b>156</b>	16 326 €	177 497 €	<b>193 822 €</b>	297 €	1 757 €	<b>1 242 €</b>
GRAND EST	1 467	621	<b>2 088</b>	399 383 €	1 529 708 €	<b>1 929 091 €</b>	272 €	2 463 €	<b>924 €</b>
GUADELOUPE	177	118	<b>295</b>	59 131 €	293 692 €	<b>352 823 €</b>	334 €	2 489 €	<b>1 196 €</b>
GUYANE	38	7	<b>45</b>	12 235 €	24 309 €	<b>36 544 €</b>	322 €	3 473 €	<b>812 €</b>
HAUTS-DE-FRANCE	2 871	984	<b>3 855</b>	780 803 €	3 262 121 €	<b>4 042 925 €</b>	272 €	3 315 €	<b>1 049 €</b>
ÎLE-DE-FRANCE	6 662	1 268	<b>7 930</b>	2 161 586 €	2 596 858 €	<b>4 758 444 €</b>	324 €	2 048 €	<b>600 €</b>
LA RÉUNION	473	238	<b>711</b>	139 108 €	493 970 €	<b>633 079 €</b>	294 €	2 076 €	<b>890 €</b>
MARTINIQUE	47	46	<b>93</b>	11 696 €	134 771 €	<b>146 467 €</b>	249 €	2 930 €	<b>1 575 €</b>
MAYOTTE	3	13	<b>16</b>	905 €	22 042 €	<b>22 947 €</b>	302 €	1 696 €	<b>1 434 €</b>
NORMANDIE	960	322	<b>1 282</b>	239 746 €	882 660 €	<b>1 122 405 €</b>	250 €	2 741 €	<b>876 €</b>
NOUVELLE-AQUITAINE	4 108	1 102	<b>5 210</b>	998 678 €	1 481 836 €	<b>2 480 514 €</b>	243 €	1 345 €	<b>476 €</b>
OCCITANIE	2 610	1 531	<b>4 141</b>	605 091 €	2 382 557 €	<b>2 987 647 €</b>	232 €	1 556 €	<b>721 €</b>
PAYS DE LA LOIRE	1 539	414	<b>1 953</b>	395 332 €	630 372 €	<b>1 025 704 €</b>	257 €	1 523 €	<b>525 €</b>
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	1 955	878	<b>2 833</b>	530 086 €	1 245 076 €	<b>1 775 163 €</b>	271 €	1 418 €	<b>627 €</b>
<b>2023</b>	<b>29 947</b>	<b>10 181</b>	<b>40 128</b>	<b>8 011 666 €</b>	<b>19 661 255 €</b>	<b>27 672 921 €</b>	<b>268 €</b>	<b>1 931 €</b>	<b>690 €</b>
<b>2022</b>	<b>37 695</b>	<b>8 820</b>	<b>46 515</b>	<b>11 249 882 €</b>	<b>11 379 493 €</b>	<b>22 629 375 €</b>	<b>298 €</b>	<b>1 290 €</b>	<b>486 €</b>
<b>2021</b>	<b>26 441</b>	<b>10 543</b>	<b>36 984</b>	<b>6 825 198 €</b>	<b>12 619 450 €</b>	<b>19 444 648 €</b>	<b>258 €</b>	<b>1 197 €</b>	<b>526 €</b>
<b>2020</b>	<b>29 013</b>	<b>9 548</b>	<b>38 561</b>	<b>7 539 964 €</b>	<b>10 725 723 €</b>	<b>18 265 687 €</b>	<b>260 €</b>	<b>1 123 €</b>	<b>474 €</b>
<b>2019</b>	<b>26 027</b>	<b>11 660</b>	<b>37 687</b>	<b>6 500 941 €</b>	<b>13 446 778 €</b>	<b>19 947 719 €</b>	<b>250 €</b>	<b>1 153 €</b>	<b>529 €</b>



TABLEAU 4 – RÉPARTITION EN 2023 DES ADMISSIONS EN NON-VALEUR EN NOMBRE ET EN MONTANTS

Régions	Admissions en non-valeur								
	Nombre des admissions en non-valeur			Montant des admissions en non-valeur			Montant moyen des admissions en non-valeur		
	Délégataire	IPR	TOTAL	Délégataire	IPR	TOTAL	Délégataire	IPR	TOTAL
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	34 416	9 042	<b>43 458</b>	15 403 411 €	21 758 933 €	<b>37 162 344 €</b>	448 €	2 406 €	<b>855 €</b>
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	6 850	577	<b>7 427</b>	2 278 045 €	1 327 022 €	<b>3 605 067 €</b>	333 €	2 300 €	<b>485 €</b>
BRETAGNE	4 309	801	<b>5 110</b>	1 375 935 €	1 902 607 €	<b>3 278 542 €</b>	319 €	2 375 €	<b>642 €</b>
CENTRE-VAL DE LOIRE	4	1 666	<b>1 670</b>	1 759 €	1 711 596 €	<b>1 713 355 €</b>	440 €	1 027 €	<b>1 026 €</b>
CORSE	1 043	126	<b>1 169</b>	419 578 €	406 968 €	<b>826 546 €</b>	402 €	3 230 €	<b>707 €</b>
GRAND EST	14 025	1 069	<b>15 094</b>	4 864 505 €	3 352 866 €	<b>8 217 370 €</b>	347 €	3 136 €	<b>544 €</b>
GUADELOUPE	983	298	<b>1 281</b>	386 766 €	1 065 570 €	<b>1 452 336 €</b>	393 €	3 576 €	<b>1 134 €</b>
GUYANE	52	-	<b>52</b>	19 955 €	0 €	<b>19 955 €</b>	384 €	-	<b>384 €</b>
HAUTS-DE-FRANCE	14 813	1 643	<b>16 456</b>	5 300 144 €	5 663 293 €	<b>10 963 437 €</b>	358 €	3 447 €	<b>666 €</b>
ÎLE-DE-FRANCE	13 853	4 217	<b>18 070</b>	5 933 766 €	11 535 108 €	<b>17 468 874 €</b>	428 €	2 735 €	<b>967 €</b>
LA RÉUNION	3 055	400	<b>3 455</b>	1 092 045 €	1 234 047 €	<b>2 326 092 €</b>	357 €	3 085 €	<b>673 €</b>
MARTINIQUE	38	270	<b>308</b>	29 981 €	838 380 €	<b>868 360 €</b>	789 €	3 105 €	<b>2 819 €</b>
MAYOTTE	-	-	<b>-</b>	0 €	0 €	<b>0 €</b>	-	-	<b>-</b>
NORMANDIE	11 275	663	<b>11 938</b>	4 000 759 €	2 094 538 €	<b>6 095 298 €</b>	355 €	3 159 €	<b>511 €</b>
NOUVELLE-AQUITAINE	16 038	1 736	<b>17 774</b>	5 768 617 €	5 444 918 €	<b>11 213 535 €</b>	360 €	3 136 €	<b>631 €</b>
OCCITANIE	36 047	3 401	<b>39 448</b>	13 702 384 €	10 720 398 €	<b>24 422 782 €</b>	380 €	3 152 €	<b>619 €</b>
PAYS DE LA LOIRE	2 093	469	<b>2 562</b>	800 701 €	1 392 413 €	<b>2 193 114 €</b>	383 €	2 969 €	<b>856 €</b>
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	33 065	7 714	<b>40 779</b>	14 171 943 €	17 951 544 €	<b>32 123 488 €</b>	429 €	2 327 €	<b>788 €</b>
<b>2023</b>	<b>191 959</b>	<b>34 092</b>	<b>226 051</b>	<b>75 550 294 €</b>	<b>88 400 202 €</b>	<b>163 950 496 €</b>	<b>394 €</b>	<b>2 593 €</b>	<b>725 €</b>
2022	256 120	36 993	293 113	93 672 836 €	83 489 148 €	177 161 984 €	366 €	2 257 €	604 €
2021	239 401	31 995	271 396	73 597 586 €	72 660 134 €	146 257 720 €	307 €	2 271 €	539 €
2020	126 297	29 500	155 797	38 125 571 €	63 031 239 €	101 156 810 €	302 €	2 137 €	649 €
2019	96 512	52 330	148 842	29 971 775 €	78 436 195 €	108 407 971 €	311 €	1 499 €	728 €

TABLEAU 5 – DÉCISIONS PRISES EN 2023 AU TITRE DES DOSSIERS « EMPLOYEURS »

Type	Délégation			IPS					
	Montant	Nombre	Moyenne	Accord		Annulation dette ou remise 50 %		Refus	
				Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre
RÈGLEMENT JUDICIAIRE - LIQUIDATION JUDICIAIRE (ART. 46 BIS §5)	37 492 328,93 €	24 841	1 509,29 €	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €	0
REMISE DES MAJORATIONS DE RETARD (ART. 55)	746 677,95 €	919	812,49 €	134 124,71 €	5	0,00 €	0	52 763,46 €	1
DEMANDE DE DÉLAI (ART. 55)	8 355 706,37 €	1164	7 178,44 €	1 417 578,23 €	29	25 465,08 €	4	0,00 €	0
ADMISSION EN NON-VALEUR EMPLOYEUR	11 423 227,50 €	3 606	3 167,84 €	23 293 957,95 €	848	0,00 €	0	0,00 €	0
<b>2023</b>	<b>58 017 940,75 €</b>	<b>30 530</b>	<b>1 900,36 €</b>	<b>24 845 660,89 €</b>	<b>882</b>	<b>25 465,08 €</b>	<b>4</b>	<b>52 763,46 €</b>	<b>1</b>
2022	43 410 678,41 €	19 145	2 267 €	23 457 689,55 €	858	224 624,51 €	10	90 904,18 €	2
2021	35 917 398,73 €	10 817	3 320 €	20 510 409,85 €	784	29 753,13 €	4	0,00 €	0
2020	45 200 504,24 €	19 836	2 279 €	32 254 268,25 €	775	65 344,43 €	4	16 448,87 €	1

TABLEAU 6 – DÉCISIONS PRISES EN 2023 AU TITRE DES DOSSIERS « DEMANDEURS D'EMPLOI » RELEVANT DES ANNEXES 8 ET 10

Type	Dossiers		Accord		Refus		Report	
	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre
REMISES DE DETTES	1 895 543 €	312	1 317 527 €	193	562 064 €	118	47 302 €	2
ABSENCE DE DÉCLARATION DE PÉRIODE D'ACTIVITÉ SALARIÉE – PNDS	-	123	-	120	-	3	-	-
ADMISSION EN NON-VALEUR	47 815 €	5	-	-	-	-	-	-

Seules figurent les décisions prises par l'instance paritaire spécifique (IPS).



**INSTANCES PARITAIRES :  
L'EXAMEN DES CAS  
INDIVIDUELS  
EN CHIFFRES**

**Avril 2024**

**Unédic**

4, rue Traversière 75012 Paris  
T. +33 1 44 87 64 00

 [@unedic](https://twitter.com/unedic)  [unedic](https://www.linkedin.com/company/unedic) [unedic.org](https://www.unedic.org)